

UNION FRANÇAISE

PETIT JOURNAL DU MATIN

	MONTEVIDEO	CAMPAGNE
Un mois.....	\$ 1.00 or 1.20	or
Trois.....	\$ 3.00 a 3.50	a
Six.....	\$ 5.50 a 7.00	a
Un an.....	\$ 10.00 a 13.50	a
Numéro du jour...	\$ 0.06	
ancien...	\$ 0.10	
Les abonnements partent de la 1 ^{re} au 15 de chaque mois		

Année IV Num. 1027-907

Directeur: J. G. BORON DUBARD

MONTEVIDEO—Vendredi 5 Octobre 1894

Sur la question des Eaux Courantes

Situation légale de la Compagnie

La Razon a consacré plusieurs articles à la question des Eaux Courantes.

Nous extrayons de l'un d'eux le passage suivant, qui rectifie une opinion assez répandue relativement à une prorogation de privilège indûment octroyée à la Compagnie, croyait-on, par le gouvernement du Dr. Herrera.

«La situation légale de l'entreprise est aujourd'hui celle qui résulte de l'article 11 de son contrat de concession: «Durant les vingt années pour lesquelles est stipulé le présent contrat, le Gouvernement ne subventionnera ni aidera aucune autre entreprise du même genre; et à l'expiration des vingt années, cette entreprise jouira de toutes les exemptions qui viendraient à être accordées à une autre ou plusieurs autres entreprises du même genre qui arriveraient à s'établir.

Le délai prévu par la première partie de cet article expira le 1^{er} juillet 1891, et l'entreprise est restée sous la protection de ce qui est prescrit dans la seconde partie.

On a dit que le gouvernement antérieur en prorogea le privilège, et ceci est aussi exact que les bénéfices considérables qu'on suppose réalisés en cette affaire.

Voici ce qui s'est passé:—Le 30 juin 1891, la Compagnie des Eaux Courantes toucha sa dernière mensualité de \$ 4.600, et entra dans le droit commun.—L'obligation, pour elle, de fournir, à concurrence de 3.000 pipes, l'eau des fontaines publiques restait subsistante, en vertu des articles 4 et 15 de la concession, mais elle n'était plus obligée de ne percevoir que la moitié des prix ordinaires pour l'eau que consomment les établissements publics, cette stipulation, consignée dans le contrat de 1882, cessant, comme il y est dit, à l'expiration du délai de la concession primitive.

Telle était la situation quand la compagnie se présenta au Gouvernement et lui dit: «Aujourd'hui, l'Etat reste déchargé de ses obligations envers la Compagnie, et celle-ci de ses obligations envers l'Etat. En attendant qu'on fasse un contrat en règle relativement à la fourniture de l'eau aux particuliers et aux établissements publics, je propose que les choses continuent dans le même état.»

Ceci revenait à demander la continuation de la subvention de \$ 5.600 par mois, mais comme cette exigence pouvait paraître excessive et n'avait pas, en réalité, de raison d'être, la compagnie consentit qu'on réduisit la mensualité à \$ 1.000.

Le gouvernement, après en avoir mûrement délibéré, accorda \$ 500 par mois, tout en maintenant, pour le reste, le statu quo, jusqu'à ce que les Chambres fissent les bases d'un nouveau contrat que le gouvernement leur proposerait pour la fourniture de l'eau à la population de Montevideo.

Cette résolution, signée du Dr. Herrera y Obes et du général Perez, fut communiquée à l'Assemblée dans le Mémoire du Ministère du Gouvernement pour l'année 1891, et la mensualité de \$ 500 est inscrite légalement aujourd'hui au budget général des dépenses.

La Compagnie des Eaux estime que cette rétribution mensuelle ne couvre qu'une partie de la somme que le Gouvernement aurait à payer si on lui appliquait le tarif ordinaire. La Razon ne croit pas opportun d'étudier à fond ce détail, et se borne à insister sur ce point que nul privilège n'a été prorogé. Elle ajoute que toute prorogation accordée par le seul Pouvoir Exécutif ne pourrait être tenue pour valide, et que le Corps Législatif ou le Gouvernement lui-même, peut faire cesser à tout moment le modus vivendi consenti pour ne pas désorganiser du soir au matin un service d'importance vitale pour la subsistance et pour l'hygiène de la capitale.

Des explications ainsi fournies par La Razon, il résulte donc que la prorogation sollicitée par la Compagnie des Eaux Courantes ne lui fut jamais accordée et ne pouvait l'être par le seul Pouvoir Exécutif.

Il en résulte encore que le ministre de Gouvernement—qui était alors le général Perez—nui réduire à la portion congrue la gloutonnerie budgétaire de la Compagnie.

Tout cela est fort bien assurément, et il était difficile de réduire davantage la redondance que l'Etat, pour ne pas désorganiser du jour au lendemain un service de vitale importance, devait consentir à payer.

Mais qui nous dira pourquoi on s'est laissé acculer à cette nécessité sans rien faire pour la prévenir? Le devoir des gouvernements n'est-il pas de prévoir? M. Herrera y Obes et ses ministres—s'il désignent les «conservateurs» n'étaient-ils pas tenus de savoir que le contrat de la Compagnie des Eaux touchait à son terme? Ce contrat étant sur le point d'expirer sans que nulle autre entreprise rivale vint menacer le monopole de celle qui existe, n'y avait-il pas obligation stricte, pour le Pouvoir Exécutif, de jeter à l'ayanca les bases d'un nouveau contrat qui permit d'alléger en quelque chose les prix et les procédés un peu trop britanniques de la Compagnie?

Nous trouvons ici encore une preuve de la frivolité, de l'insouciance, de l'incurie avec laquelle le docteur Herrera, se laissant vivre au jour le jour, en épicière indolence, traitait les affaires de la Nation, quand un intérêt personnel ne venait pas le tirer de son apathie et réveiller ses énergies assoupies.

LA SITUATION A MADAGASCAR

LES BRUITS D'UNE EXPÉDITION

Dans nos dernières nouvelles d'hier on a pu lire que «dans les cercles bien informés de la capitale le bruit d'une expédition à Madagascar prend consistance; les noms des généraux Borgnis-Desbordes et de Négrier sont même prononcés et c'est à l'un d'eux que serait confié le commandement de l'expédition.

Cette information n'a rien qui puisse ou doive surprendre et elle confirme tout ce que nous avons dit à cette place d'une situation déplorable à tous les points de vue. Les Hovas en effet, sous l'effort intéressé des méthodistes anglais, se sont amenés contre nous et, pleins de morgue, insolents—depuis de longs mois—ils ne manquent aucune occasion de nous molester. Jusqu'à ce jour, on a dépit des appels désespérés de nos malheureux colons continuellement pillés, malmenés souvent, on a laissé faire, l'intervention de la résidence générale se limitant à de platoniques représentations auprès du palais d'Argenteuil.

Une période d'incertitude est issue de ce régime et le désarroi a suivi. C'est au point que, depuis quelque temps on ne sait plus où l'on va à Madagascar. Le commerce y est à peu près nul et aussi bien dans l'intérieur qu'à Tananarive le marasme est complet.

Cette situation déplorable, M. Larrouy, résident général, l'a signalée en termes précis au gouvernement de la métropole qui a par conséquent s'émouvoir. Pour notre compte, nous l'avons exposée maintes fois et les renseignements qu'on va lire, qui nous sont adressés par un négociant de nos amis, établi à Tananarive, montrent à quel point il est urgent d'intervenir.

«Dans la région centrale de la côte Est, écrit notre correspondant, depuis Fénérive jusqu'à Mananjary, le nombre des commerçants étant hors de proportion avec les affaires qui s'y traitent, il s'est ensuivi un avilissement des marchandises d'importation et un renchérissement des produits qui amènent des déséquilibrés fréquents. Plus au Sud, vers Fort-Dauphin, les transactions sur le caoutchouc ont à peu près cessé. Sur la côte Ouest, le commerce se ressent du brigandage qui sévit dans l'intérieur; les Indiens et les Arabes y sont maîtres du négoce.

«Au reste, la sécurité des biens et même celle des colons n'est qu'imparfaitement assurée et les commerçants sont placés dans l'alternative ou d'ouvrir des crédits à leurs clients indigènes, de voir ceux-ci refuser de payer leurs dettes et l'autorité malgache ne rien faire pour les y forcer, ou de travailler au comptant et de réduire alors leurs opérations à un chiffre dérisoire.

«Les colons dont l'entreprise nécessite un grand nombre d'ouvriers, les planteurs de canne à sucre, par exemple, sont souvent abandonnés sous un prétexte, quelconque par leurs travailleurs et perdent ainsi le bénéfice de la récolte d'une année. Quand ils sont éloignés des côtes, à la merci du moindre chef malgache, ils sont, par dessus le marché, pillés et saqués.»

Partout, le danger est réel, permanent, et il y a de la dignité même de la France de le conjurer. L'attitude comminatoire des Hovas ne saurait être supportée plus longtemps, car ce serait donner raison à la légende créée par nos bons amis les Anglais; celle-ci consiste à laisser croire aux Hovas que si nous n'établissions pas notre protectorat définitif à Madagascar, c'est que nous n'en avons ni les moyens ni la puissance. Or, nous avons, en plus, des droits et nous voyons volontiers M. Delcassé décidé à les affirmer définitivement.

La loi sur le Système MÉTRIQUE DÉCIMAL

Le Pouvoir Exécutif a promulgué le 2 octobre courant, la loi suivante:

Art. I.—L'usage du système métrique décimal de poids et mesures, adopté comme le seul légal dans toute la République, par la Loi du 20 mai 1862, sera rigoureusement obligatoire dans toutes les transactions civiles ou commerciales, quelle qu'en soit la nature, ainsi que dans la rédaction des comptes, factures, prix courants, bulletins, reçus, notes comptables et toute sorte de documents commerciaux ou civils (du pays), dans lesquels on ferait usage de poids ou mesures ou référence à l'un ou à l'autre.

L'observation de ce système est obligatoire aussi en toute publication officielle ou particulière qui voie la lumière dans la République, et dans lesquelles on fasse emploi de poids ou de mesures (pour des faits ou des opérations actuels du pays.)

La violation de ces dispositions sera punie conformément aux prescriptions des articles 4, 5 et 6 de la présente loi.

Art. II.—Dans les jugements civils, commerciaux ou de n'importe quelle autre espèce, ainsi que dans les gestions administratives devant n'importe quelle autorité de la République on n'admettra ni comptes ni soumissions, ni pétitions, ni factures, ni livres, ni bulletins, ni relations, ni aucun document de nature analogue, rédigés dans le pays, et de date postérieure à la promulgation de cette loi, qui ne soient conçus en termes conformes aux lois qui rendent obli-

gatoire le système métrique décimal; les intéressés devront au préalable, payer l'amende qui correspond à l'infraction commise.

Cette prohibition—toutefois ne concerne pas les indications relatives à des contrats antérieurs à la promulgation de la présente Loi.

Art. III.—L'usage ou mention des équivalences de mesures anciennes reste absolument interdit dans les documents et opérations aux quels se rapportent les articles antérieurs, ces documents devant toujours se rédiger et ces opérations s'effectuer, en employant les unités, multiples et sous-multiples, du mètre décimal, signalés dans le décret-loi du 3 novembre 1880 et desquels tout commerçant est tenu d'avoir en son établissement des mesures et des poids représentatifs.

Il est entendu, par conséquent, qu'il y aura obligation pour tout vendeur de donner un mètre même si on lui demande une vara; un litre, ou un sous-multiple du litre, même quand on lui demandera une cuarta, 500 grammes, même quand on lui demandera un livre; 10 kilos quand on lui demandera une arroba; un hectolitre ou un quintal métrique quand on lui demandera un fanega, et ainsi pour tous les autres poids et mesures antiques dont l'usage, en quelque forme que ce soit, reste absolument prohibé par cette loi.

Cependant, en tout titre ou document relatif à un immeuble dont la dernière mesure ou inscription aurait pour base exclusive les anciennes mesures, il sera permis de mentionner ces mesures, tout en les réduisant à celles du système métrique.

Art. IV.—Ceux qui violeraient les dispositions énoncées dans les articles antérieurs, seront punis d'une amende de vingt-cinq piastres pour la première fois, de cinquante piastres pour la seconde, et de cent piastres pour la troisième, si les auteurs ou participants de la violation sont commerçants, agents auxiliaires du commerce, notaires, arpenteurs géomètres, publicistes ou écrivains, comptables, fonctionnaires publics, ou des personnes de profession libérale.

Art. V.—Les amendes prévues dans l'article précédent, et aussi celles qui sont indiquées dans les articles 10, 11, 15 et 16, seront exigées par les contrôleurs départementaux, après jugement bref et sommaire devant le juge de paix ou le lieutenant alcalde de la localité, conformément à la procédure établie par l'article 20 de cette loi.

Le produit de ces amendes, déduction faite du 25 % de leur valeur, qui sera assigné aux contrôleurs, sera versé comme revenu départemental à la caisse de la Junta Economico-Administrativa du Département correspondant.

Art. VI.—Quand plusieurs personnes seront responsables de la violation de cette loi, la peine correspondante sera satisfaite par chacune d'elles séparément, conformément aux dispositions de l'article 4.

Art. VII.—Les juges et autres autorités de la République devant qui seront portés les jugements ou gestions auxquels se réfère l'art. 2, au sujet de documents ou d'opérations dans lesquels on contreviendrait aux dispositions de la présente Loi, seront obligés d'en donner connaissance au Contrôleur Général ou aux contrôleurs départementaux, sous peine d'en courir eux-mêmes une amende égale à celle que la loi inflige aux auteurs de la contravention.

(La fin à demain.)

COMPARAISON

LA FLOTTE FRANÇAISE ET LA FLOTTE ANGLAISE—MARINE ROMANTIQUE—MARINE UTILITAIRE—LA QUESTION DES BOUCHES À FEU—INTERVIEW INSTRUCTIVE—PERSPECTIVE RESSURANTE.

Un journaliste américain écrivait assez récemment: «Les vaisseaux (de guerre) anglais n'ont rien de l'aspect belliqueux des français; mais ils sont, en quelque mystérieuse manière, beaucoup plus impressionnants... Le vaisseau français pose, il est romantique; il toise ses voisins d'un certain façon grandiloquent; il semble leur dire: «Egardez-moi bien; car j'ai quelque chose d'un diable quand mon sang bout.» D'autre part, les navires anglais ne montrent pas d'ostentation, ne se donnent pas de grands airs. Ils sont simples et ne menacent pas; ils sont paisibles, même; mais il y a dans leur massive solidité quelque chose qui donne l'assurance que ces vaisseaux peuvent devenir terribles quand ils le veulent, et que, dans la lutte, qui est après tout leur fonction, ils auront bon marché de l'air féroce des bâtiments français.

Cette appréciation, un peu anglophile, que nous avons voulu reproduire in extenso, montre tout d'abord la différenciation d'aspect entre la marine militaire des deux nations à long terme rivaux. Les croiseurs et cuirassés français sont réellement leurs voisins: ils sont plus élevés qu'eux au-dessus de la ligne de flottaison. Leurs mâts, plus lourds, chargés de canons et protégés par d'épaisses plaques métalliques, apparaissent comme des tours formidables, et les obusiers qu'ils supportent quelquefois en un poste précieux, pour l'officier qui peut discerner les évolutions tactiques au-dessus des nuages de fumée et diriger les mouvements du vaisseau.

D'autre part, il est facile de comprendre que cette hauteur de la coque et cette largeur des mâts constituent une meilleure cible aux coups de l'ennemi, tandis que la chute d'un de ces

mâts si terriblement chargés serait un désastre presque irréparable.

Les torpilleurs

L'Amirauté anglaise ne semble pas s'émouvoir outre mesure de l'incontestable supériorité, non seulement numérique, des torpilleurs français sur les torpilleurs anglais: elle affecte de ne pas croire à l'efficacité de ce genre de bâtiments. Les canonnières, les «catchers» (captureurs) et les croiseurs du Royaume-Uni auraient également affaire en cas de conflit, à des congénères redoutables.

De l'avis des écrivains militaires britanniques, un grand élément de succès pour les Français, dès le commencement d'une action, serait la notable proportion de bouches à feu qu'ils peuvent pointer directement à l'avant ou à l'arrière. Les mêmes spécialistes, dont la voix a récemment éveillé le gouvernement de sa torpille à l'égard des choses navales, se montrent particulièrement inquiets des grands canons Canon à tir rapide, dont le chargement s'effectue d'une façon si ingénieuse: la culasse s'entrouvre et se referme par le seul mouvement d'un levier horizontal, de droite à gauche et en arrière.

Un officier de la marine royale, dont nous laissons le nom, a bien voulu répondre à nos questions sur l'état comparé des flottes française et anglaise. Tout en admettant encore la supériorité de cette dernière, il a reconnu qu'elle avait diminué dans une notable proportion.

Situation améliorée.

—Notre situation, nous a-t-il dit, est certainement plus favorable que lorsque lord Bessborough adressa au conseil de l'Amirauté son fameux rapport décrivant, notre insuffisance en matériel et en hommes, en travaux de défenses des côtes, et en moyens de mobilisation. On s'est aperçu du péril et, rapidement ont été entrepris aux embouchures de nos fleuves; un débarquement même heureux de l'ennemi ne trouverait pas la métropole sans défense.

Par contre, nous pouvons avoir encore comme principaux éléments de faiblesse, l'insuffisance de nos dépôts de charbon hors d'Europe et la nécessité de protéger sur toutes les mers du monde une innombrable marine marchande.

«A-t-il indiscrètement vous demander vos prévisions en cas d'un conflit que nous ne désirons ni prévoir, ni le moins du monde? Cotte demande, nous l'adressons au professionnel, non à un adversaire présumable.

—Le terrain est, en effet, un peu brûlant pour un officier qui ne voudrait pas désobliger son interlocuteur mais que son patriotisme et son devoir obligent à une certaine réserve dans la question, nous répond très dignement l'honorable marin. Laissez-moi d'abord vous dire qu'une révolution complète s'est introduite dans l'esprit et les mœurs de notre flotte qui, tout en perdurant avec un juste orgueil le souvenir de faits glorieux, ne voit plus dans la flotte française l'ennemi classique et ne désire pas un conflit avec elle. L'Angleterre est encore assez forte pour demeurer maîtresse incontestée de l'Atlantique, même contre une coalition, à plus forte raison défendre ses côtes: ceci est ma conviction absolue. Quant à une rencontre dans la Méditerranée même avec la marine française, elle pourrait nous être beaucoup moins favorable.

Le lac méditerranéen

—N'avez-vous pas, cependant, comme point d'appui, Gibraltar, Malte, Chypre, Alexandrie, l'Égypte, la sortie et le contrôle du lac méditerranéen?

Certes, et c'est une bonne position: nous n'avons pas tous ces avantages en 1793 et en 1805, à Aboukir et à Trafalgar; mais je ne fais pas de difficultés à reconnaître, d'une part, que l'Égypte et l'Égypte valent au moins, militairement parlant, Malte et Gibraltar; d'autre part, qu'il y a infiniment moins de différences entre la valeur des flottes française et anglaise à ce jour qu'il y a d'un siècle. A ce moment, vous n'avez ni bons cadres, ni discipline, l'émigration ayant absolument désorganisé votre marine; aussi, malgré la bravoure de vos équipages, qui, du reste, n'était pas supérieure à la nôtre, ils ne pouvaient que bien mourir.

Et maintenant, à conclure notre interlocteur, laissez-moi vous dire que si l'Angleterre se conforme comme il est à la fois de son devoir et de son intérêt, au vieil adage: Si vis pacem para bellum, l'hypothèse d'un conflit entre les flottes de nos deux nations ne me semble pas près de se réaliser.

MESSAGE DE LA REINE D'ANGLETERRE

Londres, 25 août.

Le Message de la reine, lu à l'occasion de la clôture de la session, du Parlement, est ainsi conçu:

Milords et Messieurs:

C'est pour moi une vive satisfaction que d'être en état de vous relever de vos fonctions à la fin d'une session qui n'a guère été qu'une prolongation de la session précédente et je constate avec plaisir que vos travaux ont été, non seulement complètement achevés, mais aussi fructueux.

Je suis sûr que vous partagerez la joie avec laquelle nous avons, mon peuple et moi, salué la naissance d'un héritier, du Trône, dans la troisième génération, événement non seulement heureux, mais le plus, sans précédent dans l'histoire de ce pays. Mes relations, avec les puissances étrangères sont toujours amicales et pacifiques, mais il y a lieu de regretter que différentes questions soulevées relativement à l'Afrique entre mon gouvernement et celui de la République française ne soient pas encore résolues. Je désire qu'elles soient réglées sans aucun retard inutile, et j'ai entamé d'amicales négociations dans ce but. Je continue de consacrer une très sérieuse attention aux affaires de Siam. La prospérité de ce royaume où les intérêts du commerce britannique sont si prépondérants ne peut pas laisser mon gouvernement indifférent.

Je suis convaincu que le règlement définitif des questions résultant du récent traité conclu

entre la France et le Siam ne saurait être ajourné beaucoup plus longtemps, et, en attendant, j'ai chargé des commissaires de fixer sur les lieux mêmes, de concert avec les commissaires français, les limites qui lui sera convenable de donner à une région neutre dans le voisinage du Mékong, qui séparera mes possessions de celles de la République française. J'ai pris, de concert avec le président des États-Unis, des mesures pour mettre à exécution le jugement du tribunal arbitral chargé de se prononcer concernant la question relative à la pêche du phoque dans la mer de Behring, et j'ai sanctionné un acte du Parlement à cet effet.

Un acte similaire a été adopté par le congrès des États-Unis. Les gouvernements des deux pays se sont aussi mis en rapport avec les principales puissances étrangères, en vue d'obtenir leur adhésion aux prescriptions fixées par le gouvernement arbitral. J'ai le regret de constater que la guerre a éclaté entre les empires de la Chine et du Japon. Après avoir fait de concert avec la Russie et les autres puissances, des efforts pour prévenir les hostilités, j'ai pris des mesures pour observer une stricte neutralité entre les partis belligérants. J'ai conclu un traité avec l'empereur du Japon pour régler les relations commerciales entre ce pays et le Royaume-Uni.

Une conférence a eu lieu à Ottawa, au mois de juin dernier. A cette conférence ont assisté les représentants du gouvernement impérial du Dominion, du Canada, du Cap et des colonies australiennes. L'objet de la conférence a été de discuter les questions des tarifs internationaux et des moyens de communication. J'ai appris avec satisfaction que les délibérations de cette conférence ont revêtu un caractère de nature à fortifier l'union des colonies qui y ont pris part.

Messieurs de la Chambre des communes. Je vous remercie d'avoir si libéralement pourvu aux besoins des services publics, je déplore la nécessité d'avoir à augmenter le poids des impôts, mais il était devenu indispensable, pour la sécurité de mon empire d'accroître mes forces navales. J'ai confiance que les changements que vous avez introduits dans le système fiscal du pays et auxquels vous avez été obligé de consacrer la plus grande partie de cette session, aura pour résultat de considérablement alléger cette partie des impôts qui pèsent sur les classes peu fortunées de la population et contribuera au contentement et à la prospérité de la nation en général.

Mylords et Messieurs, La tranquillité générale de l'Irlande a été maintenue à un degré remarquable; mais il subsiste encore quelques difficultés sociales, administratives auxquelles mon gouvernement continue de consacrer la plus sérieuse attention. J'ai sanctionné avec empressement les lois que vous avez été en état d'examiner et d'adopter, en dépit de la brève durée de la session. La mesure prise relativement au gouvernement local de l'Ecosse aura, je n'en doute pas, pour effet de réorganiser ce système administratif sur une base plus populaire et plus efficace. Vous avez aussi adopté une utile mesure en vue de répartir plus convenablement les impôts perçus par plusieurs autorités locales de Londres. Un grand nombre de lois d'une grande importance ont encore été adoptées et je mentionnerai, en particulier, celle qui a pour but de modifier la loi concernant les tarifs de chemins de fer et celle qui a pour effet de réglementer plus convenablement les sociétés de construction.

En prenant congé de vous, je prie la Providence de bénir tous vos travaux.

Médailles Académiques

A. ALBERT SOREL

M. Albert Sorel est bien le successeur de M. Taine.

Ne retrouvons-nous pas chez celui-ci comme chez celui-là, l'emploi d'une même méthode de recherche et critique minutieuse des faits, effort pour en dégager les lois? Entre Taine et M. Sorel, il y a simplement la différence que peut apporter la diversité des tempéraments, et peut-être aussi le fait qu'un a paru après l'autre, et qu'il est déjà d'une autre génération, d'une autre élite.

Chez l'un, malgré la minutie dans la recherche, il y a plus d'impatience à vouloir étendre la synthèse qui doit finir par s'en dégager, une impérieuse manipulation des faits, un corbeau dominateur qui tend à les assujettir aux formules déjà entrevues. Chez l'autre, la forme résout de ne rien voir en dehors ni au-dessus des faits tant que les lois ne se dégagent pas spontanément, de ne favoriser l'éclat de la synthèse que par une patience encore plus grande à collectionner sans cesse de nouveaux textes, de ne point faire intervenir d'idées préconçues dans l'élaboration du grand œuvre, de ne point hâter celle-ci, même de son désir. Chez l'un, une haute et ardente personnalité; chez l'autre, avec plus de sérénité dans la recherche, peut-être plus de sûreté dans les résultats.

L'un et l'autre n'ont pas seulement en vue les lois générales, mais aussi l'âme humaine, la vie intérieure des agents historiques. M. Sorel, quand il s'efforce de faire revivre sous nos yeux un Robespierre ou un Danton, est psychologue tout comme M. Bourget. Les textes s'éclaircissent pour lui, comme s'éclaircissent pour le romancier les problèmes moraux, par l'étude directe de l'homme vivant, par la comparaison des héros du livre avec les personnages de la vie réelle. L'œuvre de M. Sorel ne serait peut-être pas ce qu'elle est si, dans la fonction politique qu'il occupe, il n'avait pu observer beaucoup. Plus d'une fois, sans doute, promenant d'en haut ses regards sur l'une de nos assemblées, il a dû se complaire à rechercher quels autres moraux pouvaient bien avoir, ou dans la Convention ou dans l'émigration, tels des hommes qui se mouvaient autour de lui.

Il n'est pas seulement un historien consciencieux, clairvoyant, heureux dans ses recherches: il est aussi, précisément parce qu'il est cet historien-là, un véritable écrivain.

Les développements de l'historien et du littérateur, c'est-à-dire le progrès dans la science et le progrès dans l'art, ont marché chez lui

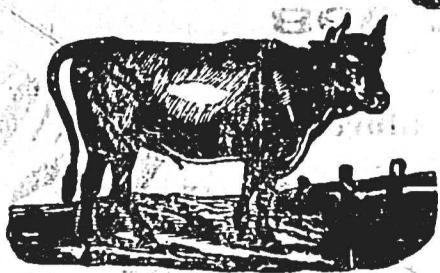
CARNE LIQUIDA

(VIANDE LIQUIDE)

Extracto Liquido

PREPARENO Y PEPTONIZADO
DEL
DOCTOR VALDEZ GARCIA
FABRICADO

VILLEMAR Y VALDEZ GARCIA
MONTEVIDEO (AMERICA DEL SUR)
Calle URUGUAY Num. 175



EN VENTA
EN LAS MEJORES FARMACIAS

AGENTES GENERALES EN EL ESTRANGERO
G. Ortuño, Cangallo 1060, Buenos Aires.
E. Avila, P. O. Box 3420, New York.
Gregorio Ortuño, Piazza Campello, 8
Genova.
J. Michel, V. Elisabeth, Vesinet-Paris.
Vicente Ferrer y Ca., Barcelona.
Boulogne y Ca., Londres.

Medalla de oro Paris 1889--Medalla de oro Barcelona 1888

El mejor extracto de carne, sumamente agradable y el tónico más positivo y de más seguro y rápido resultado.
El más barato de todos los preparados de peptona, cada cucharada equivale a una costilla de vaca.
Sin rival para el lunch y para la preparación de salsas y caldos instantáneos.
La alimentación de los enfermos asegurada por grave que sea su estado y sin fatigar su estómago.

HOTEL DE PROVENCE

TENUE PAR

Auguste Gebelin

GRANDES COMMODITÉS POUR VOYAGEURS
On prend des pensionnaires à prix très mo-
dérés.

Nourriture et logement 1 piastre 20 par
jour.

Salons pour familles—On porte à domi-
cile.

A côté du Palais du gouvernement, à portée
de tous les tramways, près du Théâtre Solis.
CALLE DELA 148. 150, 152 ET 154

LEGATION DE FRANCE

LISTE DES PERSONNES DE NATIONALITÉ OU D'ORI-
GINE FRANÇAISE QUI AURAIENT INTÉRÊT À RECE-
VOIR OU À FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS À LA LÉ-
GATION.

Montevideo Août 10 1891.

Abadie Jeanne, Aldacoche Carmen, Armen-
gaud Charles, Arnould Amédée, Aurioi
Casimir.

Barbe Caroline, Bettini Paul Barthélemy,
Blanche Henri, Blancore Antoine, Henri,
Charles, Blandin Alexandre, Boulogne Pascal,
Brandeis Jacques Joseph.

Capdevielle Jean et épouse, Carrassoumet
Jean, Casquill Léon, Chapillon, Clémence Charles
Anthelme, Clément Maria, Cortuso Jean, Cos-
tas Louis et épouse, Croisard Louis.

Dabat Adolphe, Dédor François, Décourou
Timothée, Duprat Marie Louise.

Elisaldi Jean, Escutary Julien, Escutary Jo-
seph, Escutary Pierre, Escutary Pierre dit
Pierrouble, Escutary Maria, Estradère E.

Fléché Joseph Jules, Fouque Jean Marie,
Fréhou François Ernest, Fuentes et épouse.

Gabaston Marie Louise, Gallardet Cadet,
Garçon Caroline Epouse Lopez, Gervais Eugè-
ne, Gionnazi Frédéric, Goux Julien et Pierre,
Gourène Alphonse et Alexandre.

Huet veuve.
Ingaray Marie, veuve Grand.

Jaureguerry Louis et Michel, Jourdan Al-
bert.

Laboudique Jean, Lacoste Dominique, La-
crampe Honoré, Lafitte Jean, Laget Joseph,
Lagoyro Jean, Salenne Eugène, Lambert
Célestin, Laporte Albert, Larribau Jean
Alexandre, Latapie Jean, Lefèvre Jules, Lejars
Pauline veuve Loyer, Lesparre Jean, Lourdes
Richard.

Mallet époux Mairat Gabriel, Millié Paul,
Mongellas Siméon, Mothes Eugène.

Nansot Henri et famille, Navarre Julien.
Ollivier époux.

Payac Gustave, Péboscq Pierre, Pérés Gil
Martin, Petit, Pipinos de Poros, Postario-Par-
ret Marguerite, Poujade Pierre, Pourget Jean,
Puyau époux.

Quéheille famille.
Rouet François Joseph, Rougier Léon, Ru-
lier Victor, Rus (Mathilde de).

Savay Théophile Agustin, Siaut Henri.
Thioly Ernest, Thoinon Josephine, Traby
François André, Trono Jules.

Vigneau Marie née Lagouardet, Villars
Bernard, Vincent François.

SALON ORIENTAL

MODES ET NOUVEAUTÉS DE PARIS
257—SARANDI—257

Confection et réparation en tout genre. Ar-
ticles du dernier créateur. Grand choix de cha-
peaux pour dames et enfants. Fabrication de
formes.

Ateliers la maison mère.
La Aparicion de la Moda
100—SANJOSE—100, a b
J. S. Gontharel.

WILLIAM MEIKLE Y CA.

64--CERRO LARGO 64--MONTEVIDEO

Grandes depósitos de instrumentos

DE AGRICULTURA

SEGADORA ATADORA DE HORNSBY

La Trilladora y Motor Hornsby

INTRODUCTORES DE: Fierros de todas clases, para
erreros, carpinteros, etc., etc., como tambien
trantes y vigas de fierro para construcciones

Azuñejos, Inodoros, tierra romana, etc.

Alambre para cercos, de acero y de fierro patente y media patente—Alambre galvanizado
para telégrafos—Estiradores y piques de fierro. Fierro galvanizado para techos, idem liso.—
Zinc de todos los números.—Caballetes, tornillos, clavos y rosetas galvanizadas—Flejes de to-
das clases.—Hoja lata de todas clases y tamaños.—Ollas de tres pies, ollas y cacerolas estaña-
das.—Moldes sencillos, reforzados y remachados.—Loza pedrada, abrada.—Porcelana, vidriera y
crystalera.—Ceniza de soda.—Soda cáustica y variado surtido de artículos

Unicos agentes en el Uruguay de las máquinas agrícolas, industriales, etc. etc.
Hornsby y Sons de Grantham, Inglaterra.
Portland marca legítima ELEFANTE.

AUX VITICULTEURS

Plantar vos vides sur Rapetris ou Riparias au moyen efficace contre le Phylloxera La ferme Giot à Colon-
posse 20 hectares de Plantas mères et une grande quantité de ces espèces les plus pures et les plus resistan-
tes au Phylloxera, et peut livrer d'un million (1.000.000) de plantes pour la saison prochaine.

On peut visiter les plantations, etc. reçoit compte des avances que l'on trouvera en achetant ici, des plantes
saines et fraîches, sans risque d'en perdre aucune, l'une pureté garantie et à meilleur compte que celles d'Europe.
A 120 le mille pour les plantes en racine.
A 120 le mille pour les sarments.

HOTEL UNIVERSAL

DE
JUAN ERASUN
CONTIGU AU THEATRE CIBILIS

Rue Itazalngó à l'angle de la rue
de las Piedras

Déjà aujourd'hui, je mets à la disposition du public et
de ma nombreuse clientèle non établie, mais qui peut
rivaliser avec les meilleurs de cette capitale pour
son excellente cuisine, ses chambres spacieuses et bien
aérées; enfin un service irréprochable et des prix excessi-
vement bas.

Les voyageurs paieront par jour pour déjeuner, dîner et
chambre 11.50.

Outre l'avantage d'avoir toutes ses chambres et
surtout sur la rue, l'hôtel a des appartements pour famille
dépendants, avec toutes les commodités voulues et désira-
bles aux prix indiqués.

Personne ne peut ignorer combien cet hôtel est avan-
tageusement situé pour les commerçants, puis qu'il se trou-
ve en bordure de toutes les rues principales.

De là on peut comprendre qu'il doit avoir des chambres
vastes et commodes pour les voyageurs ou repré-
sentants de fabrique.

Les jours de théâtre, l'établissement ouvre les portes
de ses grands salons qui communiquent intérieurement
avec le Théâtre Cibilis.

Il sera également le service de restaurant, café, confis-
erie et liqueurs d'excellente qualité.

On trouve dans les salles à dîner à prix réduits qui peu-
vent offrir toute concurrence.

Service soigné et irréprochable.

Le train du Nord qui vient de la station Centrale conduit
les voyageurs à la porte de l'hôtel pour 1 centesimo.
Le train Oriental qui vient du quai passe devant la porte
de l'hôtel et porte les voyageurs également pour 1 cen-
tesimo, allant de là à la Plaza Ramirez et à la "Peniten-
ciaria".

Le train menant aux Pucos fait station à l'angle même
de l'hôtel.

Pension au mois..... \$ 20.00
1/2 pension idem..... \$ 11.00
Déjeuner..... \$ 0.50
Dîner..... \$ 0.60
Lit..... \$ 0.50

Bains ordinaires et de pluie.

Le Docteur Baena

A transféré son cabinet de consultation à la
calle Sarandi n° 210—Heures de 1 à 3 p.

VERMOUTH ANTI ANÉMICO

URUGUAYO



Del doctor Ochoa

COMPUESTO DE EXTRACTO DE CARNE, JUGO DE UVA
QUINA, CANELA, NARANJA Y VALERIANA—CON
PRIVILEGIO EXCLUSIVO DEL SUPERIOR GO-
BIERNO.

Es incomparable à la leche y coñac
después del baño y antes de cada comi-
da; sobre todo para las señoras y niños.

Una copa de las usuales para el Op-
orto contiene mas de sesenta gramos de
carne.

El prospecto que cada botella lleva, in-
dica sus virtudes.

Se vende en los establecimientos bal-
nearios y principales farmacias. Depo-
sito general Llaguno Hermanos calle Rin
con n° 178 y Demarchi Parodi y Cia
Cerrito 274.

AUX LIENS DES NATIONS

Fabrica especial de Malas y artículos de
viage de L. MONDET

207—CALLE 25 DE MAYO—207

Especialidad en Baños de cuero, Malas de secreto
Bañes de viaje, melitos-melitos. La hace (chro) medi-
da cualquier pedida de trabajo por (chro) al ramo de
maletas y baúles, surtido por (chro) y (chro).

PRECIOS SUAVEMENTE MODICOS

P. S. N. C.

PACIFIC STEAM NAVIGATION COMPANY
Linea quincenal de vapores entre Liverpool, Rio
de la Plata y el Pacifico

Salidas sujetas a modificacion
EL VAPOR PAQUETE INGLÉS

GALICIA

Capitan: A. J. COOPER

Saldrá el 3 de Octubre de 1891

Para Rio Janeiro, Lisboa,

VIGO,

La Pallice, (La Rochelle)

Plymouth y Liverpool

GRAN REBAJA EN LA TARIFA DE PASAJES
PASAJES A VIGO EN 3ª CLASE, \$ 30 ORO LIBRE DE GASTOS DE CUARENTENA
A bordo de todos los vapores se sirve vino de mesa gratis a los pasajeros
EN TODAS LAS CLASES

Durante la estacion de cuarentena para las procedencias del Brasil, la compañía
despachará mensualmente un vapor directamente desde Europa para el Rio de la
Plata.

Todos los vapores llevan médico y mucama, están iluminados a luz eléctrica y
provistos de todas las mejoras modernas para la comodidad de los pasajeros.

WILSON SONS Y Ca. LIMITED

AGENTES EN

MONTEVIDEO

Calle 25 de Mayo 214

BUENOS AIRES

Reconquista 303

Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco y San

Vicente C. V.

Banque Française--L. B. Supervielle

232--RUE 25 DE MAYO--234

AGENCE A BUENOS AIRES: RUE PIEDAD 309--311

La Banque émet des traites à terme, à vue et télégraphiques, sur toutes les places d'Europe,
Sur Buenos Ayres, Rosario, Rio de Janeiro, et parts du Brésil.

Service spécial par la poste sur tous les points de France, Italie,
et Espagne. Vente et achat de billets de Banque Argentin, Brésilien, Français, Anglais et de la Banque Nationale

LA BANQUE: Émet des lettres de crédit, achète et vend toute classe de fonds publics, titres et
cédés, etc., et les reçoit en dépôt pour l'écaissement des coupons et dividendes
fait des avances sur tous les fonds cotés à la Bourse.

Service Télégraphique spécial

FIL DIRECT ENTRE

Montevideo et Buenos Aires

Achat et vente d'or et de titres
Paiements et encaissements sur les deux places

Et toutes opérations de Banque

La Banque est ouverte les jours fériés de 9 h. à 11
du matin.

300--COLONIA--300 ESQUINA OLIMAR

Taller Mecánico de Carpinteria

ASERRADERO Y TORNERIA A VAPOR

DE

CASTERAN Y Ca.

En este establecimiento especial en la construcción de puertas, persianas, es-
caleras a caracol, y casas de madera, chalets desmontables, se fabrican tam-
bin cascos de fermentacion, bocois, y bordalesas para vino, de madera ro-
de Europa y del Paraguay

Barricas para envaso de grasa para los saladeros y cajones de todas las
para el uso de las diversas industrias.

NOTA—La casa tiene siempre un surtido de di-
chos artículos.

Teléfono de las dos Compañías.

JULES MARY 31

LES ENFANTS MARTYRS

PREMIERE PARTIE

La Maison des Anglaises

—Père et mère à l'hôpital, dit-il... très ma-
lades...

Qu'allait-elle devenir? Elle n'aurait jamais le
courage de demeurer là? ... Pourtant, elle essa-
yait de réfléchir, de vaincre ses répugnances?

Quo pourrait-elle reprocher à Julien, jusqu'à
ce jour?... Elle eût été embarrassée de le
dire...

Elle se décida à faire la soupe et la servit à Ju-
lien, qui mangea glougloument. Elle, la petite,
n'y toucha même pas. Elle avait le cœur gros.

Un peu de fièvre, aussi.

Elle dit à Julien:
—Puisque ton père et ta mère sont partis, nous
n'avons pas besoin de nous gêner. Tu coucheras

dans leur lit, moi je continuerai d'occuper le
petit cabinet.

Il ne répondit pas. La nuit venue, elle s'en-
ferma. Il y avait un verrou à la porte. Elle le
poussa.

Elle s'endormit enfin tranquille.

C'était, depuis qu'elle habitait à Saint-Remy
chez les Placido, la première nuit qu'elle passait
aussi bonne.

—Au matin, elle se leva pour faire le café au
lait de Julien. C'était l'habitude du petit, à lui,
étaient réservées les gâteries de la maison; Ber-
tino mangeait du pain, quelquefois, lorsqu'on
lui en donnait.

Elle sortit de son cabinet.

Julien était déjà sur le seuil, accroupi au soleil
levant.

Pris d'un pressentiment, Bertino alla jeter
un coup d'œil sur le lit. Il n'était pas défait.

Elle vint à Julien:
—Tu ne t'es pas couché?

—Non.
—Pourquoi?
—Je n'avais pas envie de dormir.

Elle sortit quelques minutes après pour se
rendre à l'atelier.

Elle laissait à Julien de quoi déjeuner à midi,
et emportait pour elle, comme tous les jours,
dans un panier du pain et un peu de lard.

La fabrique du tissage était très loin, en de-
hors de Saint-Remy, et Bertino ne revenait au
village que le soir.

A midi, au coup de cloche, les ateliers cessèrent
tout travail. Il y avait une heure de repos.

Les ouvriers regagnaient Saint-Remy. Quel-
ques-uns s'assirent aux alentours, le long de la
route de Maubourg bordée de maigres arbres
nouvellement plantés et installèrent leur dé-
jeuner sur leurs genoux. A d'autres, les femmes
arrivant du village apportaient de la soupe fu-
mante et attendaient, patientes, que les hom-
mes eussent mangé pour remporter cuillère,
fourchette, assiette et gamelle.

Dans l'intérieur, entre les ateliers où étaient
établis les métiers à tisser et les sâles du dé-
graisage, on avait aménagé un réfectoire desti-
né aux enfants placés dans l'usine par les soins
de l'Assistance publique.

Il y avait, dans la fabrique Laverjot, un grou-
pe composé d'une dizaine de filles âgées de huit
à seize et dix-sept ans, et de vingt à trente gar-
çons du même âge. Ces établissements sont

tous de né jamais recevoir les petites au des-
sous de douze ans, mais les agences, encombrées
ferment les yeux et sont heureuses d'y déverser
le trop-plein de leurs pensionnaires. De là, un
relâchement dans la surveillance. De là aussi,
des abus comme celui de l'obligation à une jour-
née de travail de douze heures pour de pau-
vres créatures dont plusieurs n'ont pas dix
ans!

Sa demi-journée faite, Bertino allait s'ins-
taller à l'ombre, dans un coin de la cour, à l'an-
gle de deux murs très hauts et tout jaunes.

Elle s'assoyait, par terre, son panier près
d'elle.

Et elle déjeunait.

Quand elle avait fini, elle restait là à se re-
poser, n'en pouvant plus et essayant de re-
trouver un peu de forces, pour jusqu'au soir.

Laverjot possédait dans les environs, à Da-
moutier, à Beaufort, Ferrière-la-Grande et à
Ferrière-la-Petite des établissements similaires,
mais beaucoup plus importants, qu'il dirigeait
lui-même. Il ne paraissait à Saint-Remy que
de loin en loin, laissant le soin des travaux à
un contremaître, nommé Mabilloy, d'une com-
pétence rare, mais que tous les ouvriers détes-

taient à cause de sa sévérité implacable — et que
les enfants de l'Assistance redoutaient à cause
de sa brutalité.

Mabilloy était le chef absolu dans la fabrique,
sorte d'autocrate au petit pied, — sans aucun
contrôle. De lui dépendait le sort de ces enfants
si difficiles à maintenir dans la ligne droite
du travail et de la probité.

Jusqu'alors, il n'y avait pas eu de plainte
contre lui.

Et la fabrique était même si bien notée à la
direction de l'agence, qu'elle était parfois né-
gligée dans les visites d'inspections trimestriel-
les.

Bertino, ce jour-là, venait de l'atelier, à
l'ombre, dans l'angle des murs, et mangeait
hâtivement, lorsque, vers le fond de la cour, elle
aperçut un enfant qu'elle ne connaissait pas et
qui, sortant du réfectoire, balançait les mains dans
les poches, regardant par les vitres cassées l'in-
térieur des ateliers.

(A suivre.)